



## **Non à la complicité des directions d'établissements publics de recherche avec la colonisation israélienne !**

Une délégation de représentants d'organismes publics français de recherche s'est rendue en Israël à la mi-mars, conduite par François Houllier, président de l'INRA. Elle y a rencontré plusieurs ministres, dans le but de renforcer les collaborations entre les deux pays en matière de recherche et de technologie. En procédant de la sorte, ces organismes publics français cautionnent les innombrables violations du droit international et des droits humains par Israël, ainsi que les politiques coloniales et discriminatoires de cet État condamnées par des dizaines de résolutions de l'ONU.

Il y a dix ans, la Cour Internationale de Justice (CIJ) a jugé illégal le mur construit par l'État d'Israël sur des territoires palestiniens occupés. Sans réaction des États du monde, avec des forces progressistes intérieures muselées, Israël a pu continuer l'édification de ce mur colonial, l'occupation de la Cisjordanie palestinienne (y compris Jérusalem-Est), de la Bande de Gaza (sous blocus depuis sept ans) et des hauteurs du Golan syrien, la destruction de maisons et de terres agricoles palestiniennes, la construction de colonies toujours plus nombreuses et les violations des droits humains.

Parmi les victimes palestiniennes, les agriculteurs sont aux premières loges : vol des ressources aquatiques organisé par Mekorot, compagnie nationale de la puissance occupante ; agriculture coloniale intensive et polluante développée aux dépens de l'agriculture autochtone ; expulsion en cours des éleveurs bédouins du Néguev...

C'est donc à la société civile de se substituer à l'inaction des États et à faire pression sur eux pour que le droit finisse par l'emporter. C'est l'esprit de l'appel de nombreuses associations palestiniennes, relayées par des associations du monde entier dont l'union syndicale Solidaires, pour le Boycott, le Désinvestissement et des Sanctions (BDS) contre Israël, jusqu'à ce que cet État applique le droit international et les principes universels des droits humains.

Alors que l'appel au boycott *institutionnel* d'Israël prend de l'ampleur, y compris dans la communauté des chercheurs du monde entier (on se souvient de la récente annulation du voyage en Israël du professeur Stephen Hawking), l'État français et les directions de la recherche publique lui apportent au contraire leur soutien ! Dans le même temps, [certaines autorités universitaires continuent d'interdire des réunions consacrées à la question palestinienne.](#)

SUD Recherche EPST juge inopportun qu'une collaboration institutionnelle naisse ou se renforce entre des organismes de recherche français et leurs homologues israéliens, condamne les accords qui viennent d'être passés et exige leur annulation. Nous sollicitons une rencontre auprès de la direction de l'INRA, afin d'expliquer notre démarche plus en détail.